



BUDGETS D'AUSTÉRITÉ, SERVICES PUBLICS CASSÉS, LICENCIEMENTS, LOIS RACISTES, GUERRES...



ASSEZ DE CES POLITIQUES CAPITALISTES !

AUX RICHES, AUX PATRONS ET AUX ACTIONNAIRES DE PAYER !

 **AUGMENTATION DES SALAIRES**

 **NON AUX LICENCIEMENTS**

 **UN VRAI EMPLOI POUR TOUS !**



L'instabilité internationale est gigantesque. Et l'arrivée de Trump agit comme un accélérateur. Macron tente de surfer sur cette situation internationale pour se redorer le blason. Mais quand il regagne 6 points dans les sondages, il n'est en fait qu'à 37%¹ ! C'est dire combien il est détesté !

Une chose est sûre : les capitalistes français veulent garder leurs marchés, et pouvoir exploiter davantage. Alors Macron et Bayrou vont accélérer une politique violente contre nos conditions de vie et de travail en France, et défendre les intérêts des capitalistes français à l'étranger. Seuls les travailleurs-ses et les jeunes peuvent mettre un coup d'arrêt à tout cela !

¹ Toluna Harris Interactive / LCI, 1^{er} mars

PAS SOLIDES SUR LEURS APPUIS !

Bayrou a accéléré le pas, tirant les enseignements du gouvernement Barnier. Il a dégainé les 49-3 dès le début pour faire passer vite ses budgets d'austérité. Comme on s'en doutait, il a mis le PS dans sa poche sans trop avoir besoin de pousser. Et le RN s'est abstenu aussi, en bonne béquille de Macron.

Mais Macron et Bayrou savent qu'ils sont fragiles. Des ministres réactionnaires comme Retailleau et Darmanin entrent en scène, avec leur offensive raciste et réactionnaire à coups de lois racistes, de menaces de referendum sur l'« identité française », de buzz diplomatique avec l'Algérie. Ils entretiennent un climat de méfiance

et maintiennent le RN à flots, donnant du crédit à l'idée que les problèmes viendraient des étrangers.

Les politiciens professionnels comme Bayrou, avant lui Barnier ou Hollande viennent à la rescousse pour tenter d'éteindre l'incendie allumé par Macron lui-même avec la dissolution, et continuer la mise en place de leur agenda politique commun.

La méthode violente et autoritaire de Macron a montré ses limites. Il a créé une énorme colère, plus de polarisation et de conflits et n'a pas réussi à stopper les luttes.

Personne ne soutient Macron, bien au contraire ! Le feu couve sous la braise. L'instabilité se renforce car les causes perdurent. Et les multiples scandales, comme celui de Bétharram, accentuent

le caractère décadent de cette société pourrie et de sa classe dominante.

CONSTRUISONS UNE RIPOSTE À LA HAUTEUR DES ATTAQUES !

Dans le fond, des mouvements sociaux massifs ont eu lieu depuis 10 ans : loi El Khomri en 2016, Gilets jaunes, grèves contre les réformes des retraites en 2019, en 2023, etc.

Bien sûr, c'est aussi le cas des luttes menées dans les lieux de travail avec des équipes syndicales combattives.

Les mobilisations politiques contre le massacre à Gaza ont participé au maintien d'une résistance politique et la France insoumise reste la seule force politique face à Macron.

Les directions des confédérations syndicales se sont empressées d'aller aux pseudo-négociations proposées par Bayrou, appuyées par le PS, alors que c'est une mascarade !

Syndicalistes, travailleurs menacés de licenciements, apprentis, étudiants, retraités : tous celles et ceux qui veulent lutter doivent « pousser » dans le même sens : orienter leur activité vers le développement des luttes, dans les lieux de travail.

REJOIGNEZ-NOUS !

Construisons un mouvement de masse pour dégager Macron et Bayrou ; pour en finir avec leurs politiques pour les capitalistes. Il faut s'organiser contre le capitalisme et pour le socialisme !



À GAZA ET AILLEURS, TRUMP RAJOUTE DU CHAOS AU CHAOS

PAGE 7



BUDGET D'AUSTÉRITÉ, LICENCIEMENTS... LA RIPOSTE DOIT S'ORGANISER !

PAGES 4 - 5



8 MARS ET APRÈS : EN LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES !

PAGE 2



8 MARS : TOUTES ET TOUS EN LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON, LE SEXISME ET LE CAPITALISME !

« PLACE AUX FEMMES TRAVAILLEUSES ! »

LÉON TROTSKY, PROGRAMME DE TRANSITION

La Journée Internationale des Droits des Femmes, est l'occasion de rappeler que c'est en ce jour, le 8 mars 1917, que les ouvrières russes de Petrograd vinrent chercher les hommes travailleurs pour les inciter à entrer en lutte avec elles, créant ainsi un mouvement de masse qui marque le début de la Révolution Russe. Ce n'est pas pour rien que la Russie fut le premier pays où les femmes ont gagné le droit de vote, la même année !

Ce n'est pas la seule fois où les femmes se sont trouvées aux avant-postes des révolutions. Lors de la Commune

de Paris, on compte de nombreuses Communardes ayant participé aux événements comme l'institutrice Louise Michel ou la jeune militante marxiste Elisabeth Dmitrieff. On peut également citer les ouvrières de la plus grande usine de textile en Égypte qui se mirent en grève en 2010, marquant le début du mouvement de masse du « Printemps arabe ». Aujourd'hui et demain, les femmes travailleuses peuvent et doivent jouer un rôle de premier rang dans la lutte pour le socialisme !

■ CLARA

JOSÉPHINE PENCALET, OUVRIÈRE, PREMIÈRE FEMME ÉLUE EN FRANCE



Après la grève de six semaines des sardinières, « dans la conserverie, c'est la fin du patronat de droit divin ».

Ily a 100 ans, la grève des sardinières de Douarnenez s'est déclenchée dans un contexte de crise économique capitaliste et de grande misère, pour de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. 73 % d'entre elles se mettent en grève, rejointes par des ouvriers de fabrication des boîtes de conserves. Douarnenez est paralysée. La bourgeoisie et le patronat, à l'offensive, n'hésitent pas à envoyer des briseurs de grève. Face à leur détermination et à une lutte militante et organisée (comité de grève, manifs en ville...), les patrons des conserveries doivent céder.

Un accord est signé en janvier 1925 : salaire de 1 franc l'heure et non plus paiement à la pièce, heures supplémentaires majorées à 50 %. Le cortège de la victoire fut joyeux !

La mairie, communiste depuis 1921, soutient pleinement

la grève. Le PC et l'Internationale communiste décident d'avoir des candidates ouvrières aux municipales dans plusieurs villes.

Josephine Pencalet, dirigeante de la grève, est élue sur la liste du maire Daniel Leflanche. Mais les femmes ne sont pas électrices en 1924, elles n'auront le droit de vote que 20 ans plus tard. Le Sénat annule son élection. Cela a laissé un goût plus qu'amer à Pencalet et aux autres.

En 1924, grâce à leur grève, les sardinières de Douarnenez ont fait l'expérience d'un vrai pouvoir : celui de remettre en cause la dictature du patron et des chefs (dont le harcèlement sexuel), de s'organiser, faire de la politique. Le pouvoir de la majorité des femmes, c'est notre force collective en tant que travailleuses !

■ M.-J. DOUET

Macron disait que l'égalité femme-homme serait « la grande cause » de son premier quinquennat, sornettes ! La réalité, c'est que la crise du capitalisme et toute sa politique n'entraînent au contraire qu'une dégradation des conditions de vie et renforcent l'oppression des femmes.

POUR UNE VRAIE GRÈVE DES TRAVAILLEURS-ES CONTRE L'OPPRESSION DES FEMMES !

L'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution n'a pas amélioré l'accès des femmes à la possibilité d'avorter. À l'inverse, les centres de santé sexuelle et du planning familial voient leur budget sans cesse réduit. Les coupes de Bayrou vont dans le même sens ! Sous le capitalisme, les droits que l'on obtient ne sont jamais garantis.

L'égalité salariale est inscrite dans la loi française depuis 1946 mais pour autant, les différents gouvernements n'ont jamais rien fait pour qu'elle soit effective et

l'écart est toujours de 27 % en moyenne en faveur des hommes ! Les femmes sont majoritaires parmi les travailleurs payés au SMIC (62 %), en temps partiel et en emploi précaires, ainsi que parmi les personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Lorsque leurs conditions de vie et d'existence sont attaquées, ce sont tous les travailleurs qui sont concernés !

Notre meilleure arme pour contrer le sexisme, la violence et la surexploitation qui vont avec, c'est de construire une grande grève qui unit toute la classe ou-

vière contre le capitalisme et les gouvernements qui le servent.

EN FINIR AVEC LE SEXISME ET LE CAPITALISME !

Le sexisme, n'est pas juste un problème de comportement individuel qui pourrait s'arranger avec une « meilleure éducation ». Il est intrinsèque au système, tout comme le racisme. Tous les deux sont utilisés comme arme pour aggraver l'exploitation capitaliste. Ils per-

mettent même de la renforcer car ils nous empêchent de nous unir.

Nous avons besoin de luttes déterminées sur la question spécifique du sexisme qui fassent le lien avec l'exploitation afin d'unir notre classe sociale. Pour gagner de manière décisive, les revendications spécifiques doivent être intégrées à un programme socialiste pour en finir avec le capitalisme et libérer l'humanité de l'oppression de l'Homme par l'Homme.

■ RACHEL



Manif du 8 mars 2024 à Paris

SOCIALISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES : LES ORIGINES SOUVENT OUBLIÉES DU 8 MARS

Le 8 Mars est une date centrale dans la lutte pour les droits et l'égalité des femmes. Son histoire méconnue est indissociable du mouvement ouvrier.

Proposée par la militante marxiste révolutionnaire Clara Zetkin en 1910 lors de la 2^e conférence internationale des femmes socialistes de Copenhague, le 8 mars est inspiré du « National Women's Day », un jour de lutte qui commémorait une grève d'ouvrières aux US. C'est une date importante dans la Révolution russe de 1917, où une manifestation de femmes a initié la Révolution de Février, menant à la chute du tsar puis, après la Révolution d'Octobre, à la formation d'un véritable gouvernement ouvrier. Leur rôle central leur a permis de gagner de nombreux droits : droit de vote, avortement, divorce...

Tous les ans, manifestations et grèves ont lieu à travers le monde, sans que cette histoire soit forcément connue. Le 8 Mars est aussi l'occasion de soutenir les luttes

de femmes du monde entier, comme en Iran récemment.

CONTRE L'OPPRESSION DE LA FEMME, UN COMBAT DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour les marxistes, l'objectif était d'organiser les ouvrières autour d'une journée d'action et de revendications spécifiques aux femmes. Le féminisme bourgeois, qui émerge à cette époque, ne s'attaque pas aux racines de classe de l'oppression des femmes. Il prétend que toutes les femmes ont les mêmes intérêts, incompatibles avec ceux des hommes. Les marxistes défendent au contraire que les travailleuses n'ont pas les mêmes intérêts que les bourgeoises, bien que subissant aussi le sexisme, et que la condition des femmes progressera grâce aux luttes de toute la classe ouvrière, dont sa moitié masculine. L'enjeu est donc d'organiser les femmes, de formuler des revendications répondant à l'oppression qu'elles

subissent, tout en faisant le lien avec les travailleurs, en les impliquant eux aussi. C'est ce que défend un programme socialiste.

LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DANS ET PAR LE MOUVEMENT OUVRIER

Cette journée doit donc servir à la défense, par le mouvement ouvrier, des droits et de l'égalité des femmes, en avançant collectivement des revendications démocratiques, et des revendications spécifiques aux travailleuses : droit de vote, égalité salariale, lutte contre les violences sexuelles, surexploitation au travail... Une bataille que mènent les marxistes depuis le 19^e siècle.

L'histoire des diverses grèves d'ouvrières montrent que leur organisation au sein du mouvement ouvrier leur permet d'arracher des victoires. Le mouvement ouvrier tout entier est renforcé grâce à l'unité plus forte de la classe ouvrière dans son ensemble, et

“ ”

L'émancipation de la femme, comme celle de tout le genre humain, ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital.

Clara Zetkin

au nombre supplémentaire de militantes, déterminées, qui ont d'autant plus intérêt à en finir avec le capitalisme qu'elles sont doublement opprimées.

Il ne peut y avoir de capitalisme sans sexisme. Les droits des femmes sont toujours menacés, comme on peut le voir aujourd'hui. Le socialisme est le seul moyen de mettre un terme à l'oppression des femmes !

■ MARIE

BUDGET : UN GOUVERNEMENT QUI NE TIENT QU'À UN FIL !

Bayrou poursuit la politique de coupes massives dans les budgets. Budgets qu'il a encore passés en 49,3, sans vote à l'Assemblée. À la différence de Barnier, Bayrou a pu survivre avec l'appui du PS et du RN, qui ne l'ont pas censuré.

« ÉCONOMIES » SUR LE DOS DE LA POPULATION

Les coupes budgétaires frappent partout : 2,2 milliards

sont volés aux régions, départements, agglomérations et communes. Plein de services publics sont impactés : routes, équipements sportifs, santé, culture, écoles... des mesures et structures sociales menacées, ainsi que des associations.

Du côté des budgets directs des ministères, c'est l'hécatombe : 1 milliard d'euros volés à la Recherche dans l'enseignement supérieur, 1,2 milliard d'euros volés à l'aide au déve-

loppement, 150 millions volés à la culture, 100 millions volés au sport, 80 millions volés à l'audiovisuel public, 225 millions volés à l'Éducation nationale.

AVEC L'APPUI DU PS

Le PS se vante d'avoir arraché des avancées à Bayrou en acceptant de ne pas le censurer. Ils en font même une campagne d'affichage ! De qui se moque-t-il ? C'est tout l'inverse : il leur a permis de faire passer un budget d'austérité.

Avec les 225 millions pris à l'Éducation, comment au juste pourrait-on prétendre « sauver » 4000 postes d'enseignants ? Dont il reste à vérifier s'ils seront réellement pourvus, car plus personne ne veut enseigner.

Le fonds vert dédié à leur soi-disant « transition écologique » devait augmenter, selon le PS. En fait, il baisse, lui aussi de 1,45 milliard d'euros, et le dispositif MaPrimeRénov' (qui a surtout fait augmenter les prix et la fraude, au lieu d'avoir un service public fiable dédié à la rénovation) de 900 millions d'euros. Quant à l'augmentation de l'enveloppe « surprime catastrophes naturelles », le gouvernement n'a pas eu trop le choix,

avec les dégâts gigantesques et dévastateurs à Mayotte.

DES PARTIS BOURGEOIS UNIS POUR MAINTENIR LES PROFITS DES CAPITALISTES

Le choix du PS n'est pas une surprise. Depuis des dizaines d'années, les gouvernements, de droite comme du PS et ses alliés, ont organisé et supervisé le déclin de ce qu'ils appellent le « modèle social français ». Macron est l'incarnation de cette politique.

La colère est grande dans la population. La privatisation et les pressions exercées sur les services pour qu'ils soient « rentables », ce qui a précisément conduit à ce qu'ils soient moins efficaces, ont conduit à des fermetures d'écoles et d'hôpitaux. Aujourd'hui, LR, Renaissance et le PS de Hollande jusqu'au RN s'accordent pour les intérêts des capitalistes et pour mener une offensive contre tout ce qu'il reste encore des acquis sociaux. Contre les capitalistes, leurs gouvernements, et leurs partis, il faut que les travailleurs et la majorité de la population s'unissent !

FIN DU « NOUVEAU FRONT POPULAIRE »

QUELLES LEÇONS, COMMENT AVANCER ?

Ce qui devait arriver... arriva ! Sans surprise pour personne, le PS est venu au chevet de Macron en ne votant pas la censure du gouvernement. Cette « trahison » a ravivé le profond dégoût pour ce parti et LFI évoque désormais la nécessité de rompre avec le PS.

En soutenant un budget des plus violents contre les travailleurs, le PS est surtout venu, au nom de la « stabilité », protéger les politiques pro-capitalistes. Le PCF et EELV s'opposent à cette rupture en essayant de maintenir une alliance sans principe à gauche, ce qui sert objectivement le PS et Macron.

ROMPRE AVEC LE PS : OUI, MAIS SUR QUELLES BASES ?

Le NFP s'est créé sans base politique claire, ce « Front Populaire » s'est donc traduit par une alliance avec un parti qui accompagne et mène des politiques contre les travailleurs (sous Hollande ou dans les villes et départements). La NUPES avait explosé pour les mêmes raisons. La leçon à tirer est que la séparation avec le PS doit se faire sur une base politique claire sinon l'impasse persistera. Ce vers quoi il faut avancer, c'est une unité de combat contre Macron et les capitalistes.

LFI représente, aux yeux d'une partie des travailleurs et des jeunes, une force qui résiste en maintenant un cap politique. Les scores importants de Mélenchon aux présidentielles de 2017 et 2022 et de LFI aux autres élections illustrent l'intérêt politique fort qu'il y a pour une force qui se poserait en opposition au capitalisme.

La France insoumise fait de la journée de mobilisation antiraciste du 22 mars une date centrale contre Macron et sa politique raciste. Et c'est nécessaire, d'autant que depuis des mois, il n'y a aucune date appelée par les syndicats ou partis pour résister aux attaques. Les points d'appui sont déjà

présents pour poser la question d'avoir un outil pour politiser la situation et renfoncer notre camp. Il faut accélérer !

POUR CONSTRUIRE UN NOUVEAU PARTI DES TRAVAILLEURS !

Une autre unité doit se mettre en place, celle des travailleurs, des jeunes, des syndicalistes et des militants. Cette unité est nécessaire pour bloquer la politique de Macron, le RN et les capitalistes. Un tel front, suffisamment combatif pourrait ouvrir la perspective d'une lutte pour dégager Macron. Mettre en œuvre cette unité passe par discuter d'une plate-forme de revendications et ne pas s'en éloigner. LFI a conservé une approche correcte : « le programme » et rien que le programme ». Oui mais lequel ? Un programme clair doit être mis en discussion largement avec les travailleurs. Cela permettra de gagner en confiance dans leur capacité à lutter : augmentation des salaires, prendre sur les profits des capitalistes, nationaliser les entreprises qui licencient, etc.

Nous sommes pour la création d'un parti des travailleurs et des jeunes qui pose immédiatement la question de transformer la société. Contrairement aux alliances « par le haut », une alliance à la base ferait monter d'un cran le rapport de force. Cela pose la question d'unir directement toutes celles et ceux qui font fonctionner la société : organiser les travailleurs en classe. Ce qui implique d'avoir un parti qui a un fonctionnement réellement démocratique afin que de larges couches de travailleurs puissent s'y organiser, discuter et voter leur programme.

Un tel parti ne devra pas se contenter d'un vocabulaire anticapitaliste, mais doit fixer comme objectif de se battre pour le socialisme par la mise en propriété publique des principaux secteurs de l'économie dans le but de satisfaire les besoins de tous.

■ YOHANN BIS



« Un programme clair doit être mis en discussion avec les travailleurs »

BUDGET 2025 & MOTION DE CENSURE



LE PS A DÉCIDÉ DE SAUVER LE GOUVERNEMENT MACRONISTE

LE SILENCE ASSOURDISSANT DU RN

Le RN est finalement peu présent. Son président Jordan Bardella et ses 90 % d'absentéisme au Conseil régional d'Île-de-France en 2024 l'illustrent bien ! Le RN n'a pas besoin de faire campagne dans la rue, ce dont il n'est d'ailleurs pas vraiment capable à une échelle large. Les médias de Bolloré type C8 s'en chargent. Les autres les ménagent savamment. Au gouvernement, Retailleau et Bayrou font campagne sur les mêmes thèmes.

Jamais les grands médias ne montrent le RN sauver Macron-Bayrou à l'Assemblée : leurs votes contre l'augmentation du SMIC à 1500 € net ou le gel des loyers ni pour le durcissement des droits au chômage ou la privatisation de la RATP...

Leur politique, comme Macron, sert les capitalistes. Pour combattre leur influence et celle de l'extrême-droite parmi les travailleurs, les jeunes et les classes populaires, il nous faut un parti combatif des travailleurs avec un programme contre Macron et le capitalisme, contre le racisme et toutes les discriminations, pour une société socialiste !

AFFAIRE BÉTHARRAM : BAYROU MENT POUR PROTÉGER LES INSTITUTIONS RÉACTIONNAIRES

Plus d'une centaine de plaintes ont maintenant été déposées par le Collectif des victimes de Bétharram, monté pour rassembler les victimes de violences physiques et sexuelles par le personnel du collège-lycée privé catholique Notre Dame de Bétharram, tout près de Pau.

Encore et encore, Bayrou nie avoir eu connaissances de la violence systématique, alors même que sa femme y a enseigné et que

plusieurs de ses enfants y ont fait leur scolarité. Les signalements au Conseil général de la région, dont il était président à ce moment dans les années 1990, s'enchaînent : tympan percé après des coups, agressions sexuelles par les prêtres de l'école... Mais protéger les institutions, de surcroît catholiques, chères à son cœur, est une priorité pour Bayrou. C'est un scandale d'État grave, Bayrou doit dégager !

Bétharram n'est pas un cas isolé. D'autres établissements privés catholiques sont désormais cités. Exigeons la fermeture de ces établissements privés ! Dans le secteur de l'Éducation, plus largement, les différentes formes de violences qui existent ont pour objectif de faire intégrer la domination de classe dès le plus jeune âge. La lutte pour une éducation débarrassée de la violence va avec la lutte contre le capitalisme !

■ NOA

BETHARRAM : BAYROU CONTINUE DE S'ENFONCER DANS SES MENSONGES

J'AI MÊME ORGANISÉ EN 1996 UNE INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ÉTABLISSEMENT SUR LA BASE DE FAITS DONT JE N'AVAIS JAMAIS ENTENDU PARLER.



“ ”

Dans le secteur de l'Éducation, les différentes formes de violences ont pour objectif de faire intégrer la domination de classe dès le plus jeune âge.

LICENCIEMENTS À LUBRIZOL : LA MOBILISATION DOIT CONTINUER !

Le choc est particulièrement violent à Rouen : Lubrizol, implanté depuis 1954, veut licencier 169 travailleur-ses dont 145 à Rouen. C'est près de la moitié des travailleurs du site.

Ce sont ces travailleur-ses qui ont sauvé l'usine et l'agglomération de Rouen il y a cinq ans en empêchant le feu de se propager. Des travailleurs qui ont eu la peur de leur vie et qui ont fait une bonne partie du nettoyage des boues polluées par un mélange inconnu produit par l'incendie.

Le choc passé, les travailleur-ses commencent à s'organiser. Le 13 février, une première prise de parole et des échanges ont lieu devant l'usine. Puis une grève débute, du mardi 18 février au vendredi 21 février, bloquant la pro-

duction à Rouen et au Havre avec des piquets communs CGT-CFDT. La grève reprend au moment des négociations du plan en CSE central, débutant le lundi 3 mars.

- **Zéro licenciement !**
- **Pour l'organisation par les syndicats d'une manifestation de soutien aux travailleurs de Lubrizol à Rouen en mars !**

WARREN BUFFET DÉGAGE !

Seule une mise en propriété publique de Lubrizol, sous la gestion et le contrôle des travailleur-ses, en lien avec la population, permettra de garder les emplois et de pouvoir définir quoi et comment produire à Lubrizol !

POUR LA NATIONALISATION DE VENCOREX !



Piquet d grève des Vencorex, novembre 2024

Vencorex, c'est une usine qui produit notamment le carburant des fusées Ariane. Elle est basée à Pont-de-Claix, en Isère. Menacée de fermeture, un groupe s'est proposé pour la racheter... à condition de ne garder que 25 employés sur 480 ! En réponse, salariés, syndicalistes, élus locaux et les députés de gauche ont demandé la nationalisation du site. Mais une nationalisation uniquement « temporaire » pour les députés PS-EELV...

Cependant, sans surprise, Bayrou s'oppose à la fois à la

nationalisation et au plan de dépollution, indispensable si on veut réutiliser le site d'une ancienne usine chimique !

Pour sauver les emplois et s'assurer d'une production non nocive, ni pour l'environnement ni pour les travailleurs, la nationalisation est une nécessité. Mais une nationalisation avec ce gouvernement-là, qui sabre dans tous les services publics, ne réduirait pas les risques sur les emplois ! Cette nationalisation doit donc être sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations !

LE JEU VIDÉO EN GRÈVE !

Le 13 février 2025, le syndicat STJV et les travailleurs de plusieurs studios ont lancé la première grande grève de l'industrie ! À Paris, la GR était présente pour soutenir le mouvement. Les conditions de travail sont désastreuses : harcèlement, « crunch » avec des semaines à 80 heures... Malgré des profits records, les patrons multiplient les licenciements. Cette grève a eu un impact international, avec des mobilisations dans plusieurs pays.

Les travailleurs s'opposent aux choix absurdes des diri-

geants qui freinent l'innovation. Ils veulent donner du sens à leur travail et ne plus subir des décisions qu'ils savent désastreuses.

Chez *Don't Nod*, grâce au mouvement de grève, le plan de licenciements a reculé de 69 à 49 suppressions de postes. La grève a permis de gagner de meilleures conditions pour les départs volontaires et aucun salaire perdu pour la grève. Cependant, les autres revendications n'ont pas encore reçu de réponse !

■ MELIA

LUTTONS POUR DE VRAIS SALAIRES, DE VRAIS EMPLOIS, ET CONTRE LES LICENCIEMENTS !

Vinci, Safran, Thalès... Des grèves ont cours un peu partout en France pour tenter d'arracher de véritables augmentations salariales et de meilleures conditions de travail, ou pour s'opposer à un plan social.

LES PROFITS S'ACCUMULENT, MAIS 300 000 EMPLOIS SONT MENACÉS

Sans pitié, les capitalistes suivent toujours la logique du profit : payer moins les travailleurs pour augmenter les dividendes versés aux actionnaires. Les groupes qui annoncent des plans sociaux ou bien des miettes au lieu de vraies augmentations sont loin d'être aux abois : Vinci a distribué 2,6 milliards d'euros de dividendes, tandis que Lubrizol a fait 363,5 millions de bénéfices et Michelin 1,9 milliard !

L'enjeu est de permettre à ces luttes de tenir, notamment par la solidarité ouvrière, et que d'autres se développent : dans le privé et aussi dans le public, touché également par le gel des salaires et les pertes nombreuses d'emplois. Parce que pour que les grèves s'unissent et se renforcent, il faut déjà qu'elles soient fortes et nombreuses !

Les capitalistes, la macronie, mais aussi le RN qui veut montrer au patronat sa capacité à s'en prendre aux travailleurs, craignent cette multiplication des luttes locales et de secteur. Ils voient d'un bon œil l'attentisme des organisations syndicales.

POUR DES GRÈVES AVEC DES REVENDICATIONS COMBATIVES !

Pourtant, elles devraient construire un mouvement de grève, privé-public, et pour cela initier, renforcer et unifier des grèves sectorielles autour de revendications combatives :

• **hausse des salaires : +300€ minimum et SMIC à 1800€ net**

• **indexation sur l'augmentation des prix**

• **zéro licenciements**

• **créations de postes dans les services publics**



Grève à Carrefour Orange, 1^{er} mars, contre le passage du magasin en franchise, qui signifie toujours suppressions de postes et conditions de travail encore pire qu'avant

• **nationalisation, sous le contrôle des salariés, des entreprises qui cassent l'emploi malgré 250 milliards de cadeaux de l'État.**

La colère est forte, et le gouvernement affaibli. Le rapport de force pourrait être en faveur des travailleurs avec une intersyndicale combative prête à lancer l'affrontement !

■ L.C.

PENDANT CE TEMPS-LÀ... LES RICHES TOUJOURS PLUS RICHES

D'après l'observatoire des inégalités, la fortune de Bernard Arnault est équivalente à la valeur de tous les logements de Marseille et de Nantes ! Pourtant la France compte plus de 11 millions de pauvres, 17 % sous le seuil de pauvreté ! En 20 ans, les 500 plus grandes fortunes de France ont augmenté de plus de 1 000 milliards, de 124 à 1 170 milliards en 2023 ! C'est dû à l'exploitation des travailleurs, et aux nombreux cadeaux, entre les avantages fiscaux aux grosses entreprises et la

taxation des ultra-riches à seulement 0,5 % ! En février, une proposition de loi pour taxer le patrimoine des ultra-riches à 2 %, la « taxe Zucman », a été adoptée à l'assemblée grâce aux députés de gauche. Mais le gouvernement y est archi-opposé, et elle n'a aucune chance de passer au Sénat, où la droite et le centre sont tout autant à la botte de Bolloré et ses amis que Macron et le RN. Le CAC 40 a versé 100 milliards de dividendes en 2024. Aux capitalistes de payer !

■ ANNA



CE GOUVERNEMENT RACISTE VEUT DIVISER POUR MIEUX RÉGNER !

Vu la situation extrêmement instable, le gouvernement fait le maximum pour attiser la haine avec un débat : « Qu'est-ce qu'être Français ? ». Ils n'ont rien trouvé de mieux pour détourner l'attention des véritables problèmes de cette société : la misère, le chômage, le mal-logement – le capitalisme en général.

À entendre cette clique de mercenaires Retailleau, Bayrou, etc, on serait « submergés » à cause des étrangers et il faudrait donc s'attaquer au droit du sol.

Sauf qu'au cours de l'année de 2023, moins de 100 000 personnes ont acquis la nationalité française, ça ne représente que 0,1 % de la population ! Le vrai problème, c'est que la Manche et la Méditerranée sont devenues d'immenses cimetières.

Quant aux OQTF, nous dénonçons fermement l'association raciste entre statut « clandestin » et criminalité. La réalité, c'est que des milliers de travailleurs surexploités sont toujours sans-papiers malgré leurs luttes.

BAYROU ET MACRON BAISSENT LE SALAIRE DES APPRENTIS !

À compter du 1^{er} mars, tous les alternants de plus de 18 ans qui signeront un contrat avec un patron vont voir leur salaire baisser. Pour un-e travailleur-se en apprentissage, payé-e au SMIC, cela reviendrait à une baisse de 146 € par mois !

Pour rappel, la rémunération d'un apprenti varie en fonction de son âge et son niveau d'études.

Cette mesure est très significative de l'orientation du gouvernement actuel : baisser le salaire des travailleur-ses

et des jeunes, soi-disant pour renflouer des caisses... qu'ils ont vidées eux-mêmes, à coups de cadeaux au patronat et aux groupes de gros actionnaires des multinationales et des grandes entreprises !

Luttons pour de vrais salaires, pour reprendre ce qu'ils nous volent ! Refusons cette baisse de salaire ! Les jeunes en formation doivent s'organiser pour faire sauter cette mesure anti-jeune et anti-ouvrière !

RETRAITES : ORGANISER LA RIPOSTE, CONSTRUIRE LES LUTTES !

Les syndicats ont été invités à un « conclave » pour discuter avec le patronat des contours de la réforme des retraites. Le gouvernement l'avait passée en force en 2023 malgré la colère et la lutte de millions de travailleurs et l'ensemble des syndicats unis contre lui. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, dit y aller pour porter l'abrogation de la réforme. Si Macron et les capitalistes n'avaient pas reculé en 2023 face aux manifestations massives, ils ne vont pas le faire en discutant autour d'une table !

CONCLAVE : IL N'Y A RIEN À EN ATTENDRE !

Le piège n'a pas tardé à se refermer : Bayrou a envoyé une lettre de cadrage aux participants leur demandant de piocher 30 milliards d'euros dans les pensions d'ici 2030 pour un soi-disant retour à l'équilibre. C'est une manœuvre pour incorporer les syndicats dans les décisions à prendre pour s'attaquer aux travailleurs.

FO, en claquant la porte dès la première réunion et en disant qu'ils ne veulent pas servir « d'idiot utile » pour trouver un accord qui va à l'encontre des intérêts des travailleurs, a pris la bonne décision.

On n'attend pas des directions syndicales qu'elles discutent sans rapport de force avec le gouvernement ou dans les boîtes ! Ce choix d'aller discuter avec eux pourrait même couper la combativité qui est bien là.

Le 5 décembre 2024, un grand front syndical avait organisé une grève de la fonction publique avec une participation significative des travailleurs de la santé et de l'éducation nationale. Les revendications immédiates du maintien du paiement du salaire dès le premier jour d'arrêt maladie et la non-suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale ont participé à faire tomber le gouvernement Barnier.

Puis après... silence total des directions syndicales ! Dès le mois d'octobre dernier, la CGT avait appelé à organiser une journée de lutte contre les

plans de licenciements le 12 décembre. Il aurait fallu que ces dates soient plus rapprochées et véritablement préparées pour permettre la jonction du public et du privé et construire une riposte efficace.

POUR DES SYNDICATS COMBATIFS !

Ce n'est qu'en organisant la riposte par la lutte des travailleurs que nous pouvons faire reculer Macron et les capitalistes. La CGT et d'autres syndicats mettent en avant le 8 mars comme moyen de lutter contre la réforme des retraites. L'appel à une « grève féministe » est un mot d'ordre jeté en l'air car seuls des rassemblements le samedi sont organisés. C'est insuffisant pour faire abroger la réforme.

Le samedi 22 mars, des syndicats, des associations et des partis organisent des manifestations contre le racisme et l'extrême droite, c'est une bonne chose ! Les femmes sont plus exploitées par le capitalisme et c'est aussi le cas pour ceux qui subissent

le racisme. Il faudrait mener des vraies campagnes de syndicalisation auprès des femmes et parmi les travailleur-ses étrangers en combattant les discriminations et oppressions spécifiques inhérentes au capitalisme.

Les syndicats ont pour rôle de résister aux attaques du patronat en construisant le rapport de force. Les instances de cogestion dans les entreprises comme les CSE (Comité social et économique) sont devenues des instruments favorables à la collaboration de classe. Les syndicalistes devons réapprendre à organiser les travailleurs indépendamment du cadre imposé par le patronat !

ORGANISER LA RIPOSTE ET DES GRÈVES MASSIVES

Macron et les capitalistes essaient de gagner du temps et accélèrent. Ils voudraient que la colère des travailleurs soit étouffée. Un exemple concret : des directions syndicales qui cosignent, à part la CGT, un communiqué avec le MEDEF et d'autres organisations patronales, réclamant plus de « stabilité politique » ! Le gouvernement Bayrou veut que les syndicats contiennent la colère.

Or, les syndicats sont les outils des travailleurs, et ses dirigeants devraient être les meilleurs défenseurs de nos intérêts exclusifs. Pas des médiateurs entre les travailleurs, le patronat et le gouvernement ! Il faut s'organiser dès maintenant pour construire, avec tous les syndicalistes et les travailleur-ses combatifs, une grande grève interprofessionnelle pour stopper Macron et les capitalistes.



SANTÉ : LE SCORBUT DE RETOUR EN FRANCE !?

Une étude récente, étalée sur 9 ans, a mis à jour la progression du scorbut en France ces huit dernières années. La maladie, due à une grave carence en vitamine C, touche principalement les enfants. Son retour est non seulement symptomatique d'une baisse de qualité de notre alimentation, mais aussi de la dégradation de notre système de santé, aujourd'hui incapable d'endiguer la progression d'une maladie que l'on sait éradiquer depuis plusieurs siècles.

Entre l'épidémie de Covid et 2023, la maladie a progressé

de 34,5 %. L'inflation est une cause directe de la hausse de la malnutrition, mais pas que. Les symptômes mettent plusieurs mois à apparaître ; cela signifie qu'avec une prévention de qualité et des diagnostics réguliers, notamment à l'école, la maladie peut être prévenue. Améliorer notre niveau de vie, arrêter les coupes budgétaires aux campagnes d'éducation diététique, empêcher l'industrie agro-alimentaire de produire de la nourriture pourrie et défendre des services publics de qualité est une nécessité vitale !

UNIVERSITÉS EN DÉFICIT : ÇA SUFFIT !

Malgré l'opposition grandissante face à Macron et son gouvernement, il continue de nous imposer ses politiques et notamment la casse du service public, y compris l'Université. Alors que 60 sur 73 universités sont en situation de déficit, Macron préfère investir 109 millions d'euros dans l'intelligence artificielle plutôt que nous permettre d'avoir des conditions d'études dignes !

Le repas CROUS à 1 € pour tous est une victoire, mais en réalité, de nombreux étudiant-es n'ont pas accès aux restaurants universitaires. Ce n'est pas un

titre de restauration de 20 à 40 € qui nous rendra moins précaires.

À Rennes 2 et ailleurs, nous sommes des milliers d'étudiants et étudiantes à vouloir que ça change pour de bon ! Il faut maintenant aller vers un mouvement massif des étudiants contre la casse des universités et contre la politique de Macron.

La GR engage la discussion dans plusieurs universités pour amplifier la mobilisation et pour lier nos combats à ceux des travailleurs car c'est comme ça que nous gagnerons !

■ CYAN

CRISE DU LOGEMENT : COMMENT LOGER TOUT LE MONDE ?

Il y a désormais 330 000 personnes estimées sans logement en France, dont de plus en plus de femmes et d'étrangers. Malgré les promesses de Macron, on recense toujours 2 000 enfants dormant dehors. Une augmentation de 120 % depuis 2020... Encore un zéro pointé pour le président des riches !

Se loger devient de plus en plus difficile. 2,7 millions de ménages sont en attente d'un logement social. Alors que la demande explose, la construction diminue ! En 2023, environ 82 000 HLM ont été construits, contre 120 000 6 ans plus tôt. Les travailleurs qui souhaitent acheter se font écraser par les taux des prêts qui sont énormes, et sont à la merci du marché.

Entre la crise du bâtiment, l'augmentation des loyers et les coupes budgétaires dans les villes, comment imaginer

un autre bilan ?

On a besoin de nouveaux logements, à faible coût et salubres ! Il faut une campagne pour des constructions de logements sociaux et la réquisition des logements vides. Les sociétés immobilières doivent être mises en propriété publique, au sein des collectivités (mairies), et l'attribution et la gestion des logements gérées démocratiquement par les habitants des quartiers et leurs organisations.

Seule une mobilisation d'ampleur, à l'appel des associations du droit au logement, des syndicats, des partis luttant contre le capitalisme, pourra établir le rapport de force nécessaire pour mener à bien l'une des revendications centrales que nous défendons : un logement décent et abordable pour tous !

■ LU MDS

POLLUANTS ÉTERNELS PFAS, UNE NOUVELLE CONTAMINATION

Avec les rejets élevés de PFAS (polluants éternels) par BASF dans la Seine à St-Aubin-lès-Elbeuf (76), une pollution de l'eau est causée, une fois de plus, par une industrie capitaliste. Dans la région rouennaise, c'est malheureusement une énième contamination des sols, après l'incendie des usines Lubrizol, Bolloré Logistics, des immeubles du quartier des Pépinières...

Même si une loi pour restreindre la production de PFAS (avec de nombreuses exceptions) a été votée, le mal est déjà fait avec des contaminations aux quatre coins de l'hexagone. C'est sans doute

le prochain scandale sanitaire en France après le chlordécone, l'amiante, le plomb... trop longtemps cachés et protégés par les institutions comme les ARS.

Il faut une réelle politique publique de prévention, au service de la population et indépendante des industriels. Un contrôle strict des rejets de polluants est nécessaire, basé sur des données scientifiques de santé publique. Les capitalistes coupables de pollutions doivent être expropriés et les sites gérés démocratiquement par les travailleurs, leurs syndicats et en lien avec la population !

ATTAL À L'ATTAQUE DES DROITS DES MINEURS

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la justice des mineurs reposait sur un principe clair : un enfant délinquant reste un enfant, donc un individu à protéger et à éduquer plutôt qu'à réprimer. Avec la nouvelle loi d'Attal, ce principe vole en éclats.

Comparution immédiate dès 16 ans, suppression quasi automatique de l'excuse de minorité pour les récidivistes, sanctions financières voire peines de prison pour les parents jugés « défaillants » : l'État et les dé-

partements, au lieu d'assumer leur responsabilité dans la protection de l'enfance et l'éducation, vont pouvoir rejeter toute la faute sur les familles.

Derrière cette offensive autoritaire, soutenue par la droite et l'extrême droite, se cache une stratégie cynique : faire oublier que la « délinquance juvénile » est avant tout un produit de la misère, des inégalités et du démantèlement des services publics.

■ GIGI



À PETIT-QUEVILLY (ROUEN), CINQ ANS DE COMBAT À LA VILLE !



Il y a 5 ans, des militants insoumis, des militants de la Gauche révolutionnaire, avec une vingtaine d'habitants déterminés se sont regroupés dans « Décidons Petit-Quevilly ». Ils et elles ont porté une politique solidaire et combative au conseil municipal de Petit-Quevilly avec une élue, Leïla Messaoudi.

Si l'on veut résumer la gestion de la majorité PS-PCF-EELV : un peu de social, beaucoup de rigueur budgétaire, et une politique de réorganisation complète de la ville éclatant la population des quartiers populaires.

La maire et ses alliés ne sont pas un rempart local à la politique d'austérité de Macron. Parfois, ils s'insurgent verbalement, mais à chaque fois, ils l'appliquent. Parfois même,

ils la devancent – comme avec la ZFE (Zone à faibles émissions, qui exclut les véhicules non récents) ou l'augmentation du temps de travail des territoriaux avec les 1607 h.

Les tarifs municipaux augmentent chaque année. Pire, la fermeture du service public de résidence pour personnes âgées Flaubert a été décidée. Pourtant, il y a une nette dégradation des conditions de vie à Petit-Quevilly qui ont amené à créer des aides financières, limitées, de 100 € max par mois pour certaines personnes âgées et étudiants.

La majorité municipale voudrait encore faire croire qu'on peut concilier la politique antisociale de Macron, les intérêts des grands groupes comme Lubrizol et les intérêts des travailleur-ses et de la majorité de la population ? C'est faux ! Une raison parmi d'autres pour continuer le travail de Décidons Petit-Quevilly dans l'avenir !



Leïla Messaoudi, conseillère municipale « Décidons Petit-Quevilly ». Petit-Quevilly est ville populaire dans la banlieue de Rouen.

REJOIGNEZ LA GR !

Contactez-nous pour discuter et nous rejoindre !

- Tel/SMS/whatsapp/signal : +33 (0) 7.81.32.75.89
- Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr
- Envoyez-nous une photo du coupon ou
- Retournez-le par la poste à : Les amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc centre 166, 76 000 Rouen
- Vous pouvez nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site : www.gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UN-E MILITANT-E
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN 15 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOLIDARITÉ) 20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN 30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- ☐ _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR 76 1010 7003 7000 2327 0076 061

NOM / PRÉNOM : _____

TÉLÉPHONE : _____

ADRESSE MAIL : _____

ADRESSE POSTALE : _____

CONSTRUIRE UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE OUVERTE À TOUTES ET TOUS !

La Gauche révolutionnaire est un parti qui organise des travailleurs, des jeunes. C'est stratégique, car c'est la classe des travailleurs, appuyée par les mobilisations de la jeunesse, qui est la seule pouvant renverser le capitalisme en le remplaçant par une société socialiste. Renforcer notre implantation dans la classe ouvrière est donc un enjeu central.

Nous ne sommes pas une organisation d'intellectuels ou de spécialistes, ni un parti de simples adhérents : nous déve-

lopons des méthodes collectives pour favoriser la participation active de chaque camarade, tenant compte des réalités sociales et matérielles de chacun-e.

La formation politique, à la fois théorique et pratique, est essentielle pour approfondir son analyse et s'armer politiquement, prendre des responsabilités au sein de l'organisation.

Être militant marxiste amène à comprendre les bases de classe et matérielles des oppressions spécifiques ; comment elles créent certaines normes et sté-

réotypes, notamment de genre, qui peuvent constituer des obstacles si l'on n'y apporte pas une attention particulière. Il s'agit de permettre à chaque travailleur.se de s'impliquer dans la construction d'une organisation marxiste révolutionnaire.

Nous adaptons les lieux et horaires de réunions ou activités publiques pour permettre la participation des camarades ayant des obligations scolaires, professionnelles ou familiales. Cela implique des solutions concrètes, comme des garderies

pour faciliter la participation des parents. Des temps dédiés garantissent que chacun-e puisse participer à la réflexion et à l'élaboration politiques collectives.

En encourageant l'expression politique, la prise d'initiatives, nous construisons une organisation démocratique, collective, ouverte au maximum de travailleurs et de jeunes. : une organisation révolutionnaire pour abattre ce système d'exploitation et d'ouvrir la voie à une société libérée de toutes les formes d'oppression.

POURQUOI LIRE DE L'ÉTAT, LÉNINE

Dans une majorité de pays, en période d'instabilité du capitalisme, l'État renforce ses aspects autoritaires et répressifs. Il est important d'en comprendre la nature et le rôle dans le maintien du système actuel. Selon la propagande capitaliste, l'État bourgeois moderne apporte la liberté et l'égalité devant la loi, contrairement à son prédécesseur, l'État féodal. Or, dans l'analyse marxiste, ces libertés ne valent que pour la classe dirigeante.

L'État est un outil qui permet à une classe de dominer les autres, grâce à ses institutions, ses moyens de répression, de propagande... Son rôle dans le capitalisme est de préserver la propriété bourgeoise.

Pour aller vers une société communiste, sans classes sociales, il faudra un État ouvrier, démocratique et socialiste, qui

assurera que ce soit la classe des travailleurs, la plus nombreuse désormais, qui dirige la société ; un État voué à disparaître.

Pour approfondir cet aspect de l'analyse marxiste, lis *De l'État*, une conférence de Lénine de 1919 qui a été publiée en brochure Tu peux la retrouver sur le site ou auprès des militant-es, viens en discuter !



2,50 € (+ frais de port) sur : gaucherevolutionnaire.fr/boutique

NOTRE ORGANISATION-SŒUR EN ALLEMAGNE TIENT SON CONGRÈS !

La SOL (Sozialistische Organisation Solidarität) est la section allemande du Comité pour une Internationale Ouvrière, donc l'organisation sœur de la Gauche révolutionnaire. Présente dans une trentaine de villes en Allemagne, la SOL et ses militants sont très actifs dans les luttes des travailleurs, les syndicats, la jeunesse, les mouvements contre la guerre, contre le racisme et l'extrême droite.

Les 12-13 avril, le congrès aura lieu à Berlin, un moment très important pour la construction de la SOL. Ce congrès tombe dans une période de crise économique et sociale, de crise de la représentation politique de la classe capitaliste, de montée de l'extrême droite avec l'AfD (alternative pour l'Allemagne), mais



aussi de faiblesse du mouvement ouvrier. C'est aussi une période de lutte et de politisation. Depuis 2023, les luttes des travailleurs se sont intensifiées et des manifestations très puissantes contre l'AfD et le racisme ont vu le jour récemment. Die Linke (parti de gauche) a fait un bon score aux élections du 23 février (8,8 %) et attire actuellement des milliers de nouveaux membres.

C'est dans cette situation instable, mais très polarisée que la SOL compte bien poursuivre sa construction et gagner des nouveaux travailleurs et jeunes pour son programme socialiste révolutionnaire dans les mois à venir.

CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

TRAVAIL, SALAIRE

- Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation des salaires maintenant !
- Aucun revenu sous 1 800 € net.
- Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...)
- Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32 h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- Prenons dans les 123 milliards de profits du CAC 40 en 2024 pour cela ! Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les tra-

vailleurs eux-mêmes.

SANTÉ

- Stop à la casse de la Santé et des services publics.
- Nationalisation, sous contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales pharmaceutiques, cliniques/maisons de retraite privées, etc). Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins.

ÉDUCATION

- Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, facs gratuites et ouvertes à tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- Non aux restrictions sur le

droit de grève et de manifester !

- Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

LOGEMENT

- Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- De vrais moyens pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

POUR UNE LUTTE DE MASSE

- Les confédérations syndicales doivent défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail : construire une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- Pour la construction de syndicats combatifs et militants !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, vivant et démocratique, ouvert à tous, travailleur-ses, syndicalistes, jeunes, retraité-es, pour défendre un programme de lutte contre les politiques qui détruisent nos vies et l'environnement pour les seuls profits des ultra-riches.

POUR LE SOCIALISME !

- Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser l'économie en fonction des besoins de la population.
- Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

TRUMP DE RETOUR AU POUVOIR, QUELLES CONSÉQUENCES POUR PALESTINE / ISRAËL ?

À peine investi, Trump a confirmé son soutien à l'État criminel et réactionnaire d'Israël en annonçant un plan pour Gaza. Il s'agirait d'une annexion de Gaza, une nouvelle Nakba multipliée par trois comparée au désastre de 1948. Deux millions de Gazaouis expulsés de leur territoire vers la Jordanie et l'Égypte, sans possibilité de retour... pour y construire une station balnéaire.

DES RÉACTIONS BIEN TIMIDES FACE À TRUMP

L'opposition des gouvernements des pays impérialistes comme du Moyen-Orient face à cela ont été très faibles. Ils ont feint d'être scandalisés et en ont appelé à un pseudo droit international inexistant. Trump agit comme un impérialiste doublé d'un entrepreneur cherchant à faire du business. Et les réactions sont peu étonnantes car ils

attendent tous de savoir comment profiter du marché ouvert par la reconstruction de Gaza.

Les dirigeants des pays arabes en particulier n'ont pas renversé la table. Les élites de ces pays pourraient accepter le projet de Trump s'il y a des affaires à faire. Actuellement, seule la peur de la réaction de leur population les retient : ils se rappellent les révolutions du Maghreb et du Proche-Orient en 2011 et la capacité de la population et des grèves de travailleurs à virer leurs dirigeants !

UN IMPOSSIBLE RETOUR AU CALME

Pendant ce temps, Netanyahu et son gouvernement s'en prennent à la Cisjordanie tout en maintenant la pression sur Gaza, menaçant de reprendre la guerre. La libération des derniers otages israéliens est cruciale car la population israélienne en veut à Netanyahu.

Trump incarne la réaction d'un impérialisme US sur le déclin. Sa politique est un facteur d'instabilité majeur. Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les dirigeants des pays impérialistes, la région est toujours plus instable, que ce soit au Liban ou en Syrie. La Jordanie et l'Égypte pourraient être entraînées dans le maelstrom après l'accueil des réfugiés. En Israël, Netanyahu est toujours sur la sellette.

La population à Gaza continue de vivre un enfer sur terre. En Cisjordanie, elle subit les attaques de l'armée israélienne en plus de celles des colons. Rien n'est donc résolu. Le Hamas et les autres milices ont montré l'inefficacité mais surtout la contre-productivité de leur action – en plus du caractère atroce du massacre commis. Avec la guerre génocidaire menée par Netanyahu sur place, le Hamas peut cependant sortir renforcé pendant un

temps. Mais sa politique est une impasse. Les Palestiniens ne vont pas abandonner leur droit à l'autodétermination. Il n'y a qu'en s'organisant indépendamment des partis et organisations comme le Hamas ou le Fatah qu'ils trouveront une voie vers une action de masse démocratique.

En France, il faut continuer partout les mobilisations pour exiger l'arrêt de la guerre et empêcher l'approvisionnement en armes d'Israël par l'action des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

De son côté, la classe ouvrière en Israël ne connaîtra pas la sécurité au travers des massacres des Palestiniens. La lutte contre Netanyahu, son gouvernement, l'extrême-droite, qui servent tous le capitalisme, doit se renforcer.

Seul le socialisme peut offrir un avenir décent aux populations du Moyen-Orient.

■ YANN VENIER



Beit Hanoun, nord de la bande de Gaza, 19 février 2025. Selon une étude de *The Lancet*, 1 personne sur 35 y a été tuée entre octobre 2023 et janvier 2025



À vomir : Trump veut transformer la bande de Gaza en station balnéaire où y mettre ses casinos, mis en scène dans vidéo IA créée par Elon Musk (captures)

R.D. CONGO - RWANDA : UNE SITUATION DE GUERRE SANS FIN DEPUIS DES DÉCENNIES

Les dernières prises de territoires à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) par le Mouvement du 23 mars (M23) soutenu par le gouvernement rwandais, marque une escalade. La menace de marcher sur Kinshasa, la capitale de la RDC et de renverser le gouvernement actuel de F.Tshisekedi est prise très au sérieux par les élites congolaises. Ce dernier est co-responsable de l'escalade puisqu'il s'appuie sur une rhétorique nationaliste anti-rwandais et encourage la formation de milices anti-rwandaïses depuis 2023. La guerre civile qui a suivi le génocide Tutsi/Hutu au Rwanda s'est déportée dans l'Est.

En réponse aux combats, d'autres groupes de population de l'Est de la RDC se sont armés pour se défendre au fil des ans. La région n'est pas dans un état de « guerre totale » entre populations civiles armées et

mobilisées. La petite taille des différents groupes armés et milices est frappante par rapport à la population d'environ vingt millions d'habitants des trois provinces de la RDC touchées par le conflit.

En RDC et au Rwanda, la domination coloniale directe et sanglante a été suivie d'interventions impérialistes. Les puissances impérialistes jouent un rôle crucial dans le renforcement de ces éléments dans leur recherche d'alliés locaux pour faire avancer leurs intérêts géopolitiques et économiques.

DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT

La RDC possède d'énormes richesses minières. La grande majorité qui est extraite nécessite un fort investissement de capitaux. C'est généralement la collaboration entre des entreprises publiques congolaises et des multi-

nationales basées dans des pays impérialistes qui le permet.

Ce n'est pas un hasard si le M23 et le régime rwandais-FPR ont choisi les premières semaines de la présidence de Trump pour lancer une nouvelle offensive majeure. En Ukraine, Trump a lié la poursuite de l'aide US au droit d'accès aux ressources en minerais. Cela donne une indication de la base sur laquelle l'impérialisme américain peut aborder le conflit en RDC. L'Union européenne et le gouvernement britannique apportent une aide et un soutien diplomatique considérables au régime rwandais-FPR, en partie pour s'appuyer sur lui comme contrepoids à l'influence croissante de la Chine dans la région.

BRISER LE CYCLE DE LA GUERRE

Les organisations de masse et les partis des travailleurs, des

masses pauvres des villes et des campagnes, des petits agriculteurs et des jeunes sont la clé pour briser ce cycle.

En RDC et au Rwanda, des organisations et partis de masse pourraient les unir autour de l'objectif de remplacer les gouvernements de Kinshasa et de Kigali par des gouvernements de travailleurs et de pauvres. Ces gouvernements devraient être armés de programmes socialistes, y compris des programmes de nationalisation des vastes richesses minières de la région, sous le contrôle démocratique des travailleurs et des communautés, et des programmes visant à résoudre la question foncière. La classe ouvrière et ses organisations dans les pays impérialistes doivent faire campagne contre le soutien politique et militaire apporté par les gouvernements impérialistes aux élites de la RDC, du Rwanda et de la région.



LA LUTTE CONTINUE, CONTRE LA RÉPRESSION ET LA POLITIQUE DE TINUBU

Après les manifestations de masse « #EndBad-Governance » de 2024, des mouvements ont resurgi en janvier, au Nigeria et dans la diaspora, demandant notamment la libération des prisonniers détenus depuis l'été.

Avec les manifestations contre cette « mauvaise gouvernance » et une grève nationale en janvier, la classe ouvrière nigérienne mobilise sa colère contre la situation économique du pays, aggravée par la politique capitaliste et anti-pauvre du président Bola Tinubu. La suppression des subventions sur les carburants et la dévaluation du Naira ont été les causes principales d'une inflation record surtout sur l'alimentation. Le niveau croissant de famine touche plus de 30 millions de Nigériens, d'après l'ONU.

Face à cela, la police nigérienne n'a pas hésité à utiliser la force pour faire taire violemment les manifestants. 24 personnes ont été tuées, d'autres ont été blessées et plus de 1200 emprisonnées, dont des enfants. Grâce à la solidarité et aux manifestations qui n'ont pas cessé, nombreux ont été libérés, mais pas tous !

JOURNÉE D'ACTION LE 26 MARS

Le 26 mars, des militants et dirigeants de la lutte passeront au tribunal, poursuivis pour haute-trahison, passible de la peine de mort ! Le CIO en fera une journée d'action internationale pour la relaxe de tous les accusés et prisonniers politiques !

■ LE K

VERS UN PRINTEMPS DES BALKANS ?



Manifestation massive à Niš, le 1er mars 2025

La Serbie est en ébullition sociale suite à l'effondrement du toit d'une gare dans le nord du pays qui a fait quinze morts. Les étudiants ont pris la tête d'un mouvement qui a bloqué universités et établissements scolaires, contre la corruption du gouvernement dans tout le pays.

Face à la révolte, le président Vučić a démis le 1er ministre, comme un fusible, et des subalternes. Mais trop tard, le feu était déjà mis aux poudres d'une situation déjà explosive.

Les étudiants ont appelé les travailleurs-es à rejoindre le mouvement. Les enseignants et les paysans, déjà en lutte contre une politique agricole qui les ruine, ont fait la jonction avec la jeunesse. Malgré l'absence de relais parmi les principaux syndicats, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays. Une première journée nationale de mobilisation, le 24 janvier, a rassemblé étudiants et salariés de nombreux secteurs dans tout le pays.

Depuis, des discussions sont ouvertes sur la question de la grève générale. Les manifestations et blocages sont

quotidiens. Des marches ont lieu partout pour mobiliser. Vučić a essayé d'acheter les étudiants en promettant la baisse des frais d'inscription, réprimé le mouvement, mais rien n'y fait : le mouvement continue et s'organise.

Après l'effondrement de la Yougoslavie, le peuple serbe, démoralisé et appauvri, a connu trois décennies de guerres, sanctions, bombardements de l'OTAN et de gouvernements ultra-nationalistes et corrompus, comme le régime mafieux de Vučić. En quatre mois de mobilisation, l'état d'esprit du pays a changé.

Désormais, le mouvement se répercute dans les autres pays de la région : Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro, Slovaquie. On assiste à un vrai Printemps des Balkans, qui pourrait s'étendre au-delà avec la mobilisation en cours en Grèce ou en Slovaquie.

Le mouvement continue, de nombreux secteurs connaissent des grèves ; un appel à la grève générale a été lancé le 7 mars !

■ YANN VENIER



CONTRE LE RACISME CONSTRUISONS UN MOUVEMENT DE LUTTE !



Question racism, dans le monde actuel, on est servis ! Retour de Trump au pouvoir, saluts nazis d'Elon Musk, montée de l'extrême droite en Allemagne...

En France, on n'est pas épargnés. Montée électorale du RN, Bayrou et son soi-disant « sentiment de submersion » migratoire, Macron qui multiplie déclarations et lois racistes. Depuis le début du massacre à Gaza, les musulmans sont particulièrement ciblés. Au quotidien, le racisme, ce sont aussi les contrôles au faciès, le tri social à l'école, les discriminations au logement, à l'embauche et dans le travail. Y en a marre de tout ça !

UNE LUTTE TOUJOURS NÉCESSAIRE !

Il n'y a pas que cela qui fait monter le racisme. C'est la politique de Macron qui attaque les conditions de vie et de travail : prix

qui explosent, salaires et retraites trop bas, services publics attaqués, dans un état catastrophique (hôpitaux, éducation, logement...) et licenciements qui pleuvent. Cette politique a un objectif : les profits des gros capitalistes !

Dans les médias qui leur appartiennent, ils font de la propagande raciste pour faire croire que le problème ce serait les migrants et les musulmans. Ils essaient de diviser entre eux les travailleurs et la population... tout ça pour détourner la colère, alors que ce sont eux qui se gavent sur notre dos !

Les capitalistes ont un intérêt économique au racisme : précariser une partie des travailleurs pour les surexploiter au travail, et donc faire plus de profits ! Malcolm X disait : « *Il ne peut pas y avoir de capitalisme sans racisme* » !

Une majorité de jeunes et de travailleurs s'indignent de ces discours de haine, de division et de l'inhumanité des politiques

racistes. Une partie cherche à résister : assistance aux migrants, refus des paroles ou actes racistes au quotidien... et c'est tant mieux, mais comment être plus efficace ?

BÂTIR UN MOUVEMENT

Pour faire reculer le racisme de façon concrète, nous avons besoin de transformer notre colère et notre solidarité en un vrai mouvement de lutte collective.

En 1963, 250 000 manifestants avaient participé à la « Marche pour l'emploi et la liberté », où Martin Luther King a prononcé son célèbre discours « I have a dream ». Ce type de mobilisation massive peut changer la situation et amener des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs à s'engager dans ce combat. « *Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses* », disait le grand révolutionnaire Karl Marx.

CE QUE NOUS PROPOSONS :

• DÉBATTRE !

On ne peut pas combattre ce qu'on ne comprend pas ! Le racisme est lié au capitalisme et à la lutte des classes, au combat contre la politique pro-capitaliste de Macron ; pas juste une question morale. La lutte contre le racisme est une lutte politique.

• REVENDIQUER !

Pour faire reculer le racisme, il faut lutter concrètement pour l'égalité et satisfaire les besoins de tous. Nous proposons ce plan de 10 revendications !

• FAIRE CAMPAGNE !

Pour porter le débat et la lutte contre le racisme dans la rue et les quartiers, dans les lycées et facs, dans les lieux de travail... distribuons des tracts dans la rue, collons des affiches, débattons dans nos syndicats pour qu'ils construisent aussi ce mouvement.

• MANIFESTER !

Le 22 mars, une grande journée de manifestations contre le racisme et la politique de Macron va avoir lieu. Faisons campagne pour mobiliser pour cette journée ! Et il en faudra d'autres !

C'est ce que les militant-e-s de la Gauche révolutionnaire allons faire, nous avons déjà du matériel (tracts, affiches...) et allons en produire encore. Chacun et chacune peut venir débattre et lutter avec nous !

UN PLAN DE LUTTE EN 10 POINTS CONTRE LE RACISME

1. Contre le racisme : égalité entre tous !
2. Contre toutes les discriminations (origines, religion, genre, sexualité...)
3. Non aux lois Retailleau-Darmanin, abolition de toutes les lois racistes ! Régularisation de tous les sans papiers, accueil digne pour tous les migrant-es !
4. Antilles, Mayotte, Kanaky... stop au mépris colonial !
5. Contre les guerres et l'impérialisme !
6. Un vrai emploi, un salaire décent pour tous ! + 300€ tout de suite, pas un revenu sous 1800€ nets ! Stop aux licenciements !
7. Contre la vie chère : baisse des prix et indexation des salaires sur les prix !
8. Des services publics de qualité et gratuits ; avec des moyens à la hauteur des besoins !
9. Contre les violences policières ! Dissolution des BAC, BRAV et autres brigades spéciales ! Stop à la répression des militant-es !
10. Contre le racisme et le capitalisme ! Luttons pour le socialisme !

ANTIRACISTE, ANTISEXISTE... UN MÊME COMBAT POUR LE SOCIALISME !

On n'en peut plus de ce système pourri, où nous sommes opposés, divisés sur la base de nos origines (réelles ou présumées), de notre genre ou orientation sexuelle. Pour en finir avec tout ça, il faut en finir avec le système capitaliste, qui ne marche que pour les profits

d'une poignée de gros actionnaires. Tout le système repose sur la domination de cette toute petite minorité de capitalistes qui nous opprime et nous divise.

Rejoindre la Gauche révolutionnaire, c'est lutter contre les racines de ces divisions, c'est s'organiser pour que les travail-

leur-ses et les jeunes en finissent avec le capitalisme. Prenons le mal à la racine ! Nous luttons pour le socialisme : une société juste et égalitaire, tolérante, où l'économie sera en propriété publique, organisée démocratiquement pour la satisfaction des besoins de chacun-e.



REJOIGNEZ-NOUS !
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

PRENEZ CONTACT !

☎ 07. 81. 32. 75. 89
✉ contact@gaucherevolutionnaire.fr
🔍 Chercher « Gauche révolutionnaire » sur Facebook, Twitter, Instagram, Youtube...
🏠 Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76 000 Rouen
🌐 www.gaucherevolutionnaire.fr



Contactez-nous !